

Nouveautés – Mars 2019

Le présent document compile toutes les fonctionnalités ajoutées à votre service de recherche en ligne La référence.



À VENIR DANS LES PROCHAINS JOURS

Le « Code civil du Québec, Annotations et commentaires » B. Moore (dir.)

Maintenant sur La référence. Ajoutez-le à votre abonnement

L'outil de recherche

L'outil de recherche a été revu et amélioré ! Grâce au tri « par pertinence », vous arriverez de manière précise à votre résultat de recherche

Historique

La référence

Recherche dans tout le contenu

Recherche avancée : Doctrine Jurisprudence Législation SAG

Vous êtes sur: [La référence](#)

DOCTRINE JURISPRUDENCE LÉGISLATION QUANTUM (4) RAP

Aperçu des nouveautés

Documents récents

- La référence > Code de procédure civile : Commentaires et annotations, Volume 1 (Articles 1 à 390), 3e édition, L...
- La référence > Doctrine Requête: (défense) ET (Publication)(Manuel de plaidoirie : Techn...
- Biens et propriété, 8e édition, 2018 - Arbres
- La référence > Doctrine Requête: (prescription) ET (Publication)(Manuel de plaidoirie : Te...
- Code civil du Québec, L.Q. 1991, c. 64 - Art. 1457. Responsabilité extracontractuelle
- Recherche globale Requête: ("Vices cachés")
- Dursmuir c. Nouveau-Brunswick, 7 mars 2008, (C.S.C.) - Texte intégral
- Recherche globale Requête: ("Vices cachés")
- ST-JEAN-SUR-RICHELIEU (VILLE DE) et Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3055
- La référence > Lég Requête: (Article)

Chronique – Interprétation et application de l'exclusion « soin, garde et contrôle » à travers les décennies, l'interprétation et à l'application de l'exclusion « soin, garde et contrôle », dans une police d'assurance de la Cleaning, rendue en 1994 par la Cour suprême du Canada, et analyse une décision rendue en 2018 par la...

Chronique – La gestion et la protection des renseignements personnels devant les tribunaux et organismes administratifs à l'ère numérique, par M^{re} Jean-François De Rico, Victoria Lemieux-Brown et Élisabeth Breton. Dans cet article, les auteurs traitent du cadre légal entourant la protection de la vie privée et des renseignements personnels en plus de traiter de la nation et de la protection de ces renseignements devant les tribunaux et organismes administratifs à l'ère où les médias sociaux et les technologies sont ancrés dans notre existence.

Il est maintenant possible de revoir les 5 derniers documents consultés et les 5 dernières recherches effectuées à partir de la page d'accueil

Vos abonnements

La référence

Vous êtes sur: [La référence](#) > Vos abonnements

Pour plus d'information ou pour modifier votre abonnement, communiquez avec le service à la clientèle au [1-877-828-8282](#).

Vos abonnements

Abonnement de base Correspond au service Droit québécois et vous permet d'accéder au contenu jurisprudentiel et législatif ainsi qu'à un contenu doctrinal exclusif.	✓	Abonnement Content en Les mesures	✓
Abonnement La référence RH Contient entre autres l'ouvrage Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail, plusieurs livres de la collection Tout ce que l'employeur doit savoir des avocats Le Corne & Associés, S'adresse aux professionnels du droit du travail et ceux de la gestion RH.	✓	Abonnement Clauses Testamentaires Contient les ouvrages Les clauses testamentaires et testamentaires, ainsi que les mandats, amendements et révocations d'un testament.	✓

Vos extras

Collections doctrinales

Collection doctrinale : Commercial et affaires 1 12 monographies	✓	Collection doctrinale : Commercial et affaires 2 9 monographies	✓	Collection doctrinale : Consommation 3 monographies	✓	Collection doctrinale : Contrat 9 monographies	✓
Collection doctrinale : Droit policier 9 monographies	✓	Collection doctrinale : Droit public 9 monographies	○	Collection doctrinale : Famille 9 monographies	✓	Collection doctrinale : Immobilier et biens 12 monographies	✓
Collection doctrinale : Municipal 2 monographies	✓	Collection doctrinale : Personnes et successions 9 monographies	✓	Collection doctrinale : Preuve et procédure 1 10 monographies	✓	Collection doctrinale : Preuve et procédure 2 7 monographies	✓

La page « Vos abonnements » s'est fait une beauté, pour plus de clarté. Cette page indique les produits auxquels vous êtes abonnés

Barre de recherche

Vous êtes sur: [La référence](#) > Document

Document

Informations sur le document
 Doctrine Collections doctrinales (Monographies) Article 23

Parcourir

Chamberland, L. (dir.). [Le grand collectif - Code de procédure civile : Commentaires et annotations, Volume 1 \(Articles 1 à 390\), 3e édition, 2018](#)

Note de l'éditeur
 Préface de la première édition
 Avant-propos
 Biographie des auteurs
 Principales modifications terminologiques
 Tables de concordance
 Code de procédure civile - R.L.R.Q. c. C-25.01
 Déposition préliminaire
 Livre I - Le cadre général de la procédure civile
 Livre II - La procédure contentieuse
 Titre I - Les premières phases du déroulement de l'instance
 Titre II - Les incidents de l'instance
 Titre III - La constitution et la communication de la preuve avant l'instruction
 Chapitre I - L'interrogatoire préalable à l'instruction
 Chapitre II - L'expertise

EYB2018GCO238
 Le Grand Collectif - Code de procédure civile : Commentaires et annotations, Volume 1 (Articles 1 à 390), 3e édition, L. Chamberland (dir.), 2018
 Donald BÉCHARD
 Article 231

Indexation
 PROCÉDURE CIVILE ; PROCÉDURE CONTENTIEUSE ; CONSTITUTION ET COMMUNICATION DE LA PREUVE AVANT L'INSTRUCTION ; EXPERTISE ; PREUVE CIVILE

VERSION ANTERIEURE
 COMMENTAIRES DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE
 ARTICLES LIÉS
 COMMENTAIRES DE DONALD BÉCHARD
 JURISPRUDENCE

A. Mission de l'expert - éclairer le tribunal
 B. Le témoignage de l'expert ne lie pas le tribunal
 C. Impartialité, indépendance et objectivité de l'expert - recevabilité et valeur probante
 D. Distinction entre la crédibilité et la fiabilité d'un témoin expert

Ajout d'une « barre de recherche » lors de la consultation de tout document

Liste des résultats

La référence

Rechercher dans les résultats

Vous êtes sur: [La référence](#) > [Résultats de recherche](#)

Modifier la recherche Nouvelle recherche Retour aux résultats complets

Choisir plusieurs facettes

Sources de droit
 Doctrine 522
 Jurisprudence 4320
 Législation 10

Nouveau CPC
 Jugements analysant les dispositions du NCPC 6

Date
 Aucune restriction

Instance
 Cour suprême du Canada 11
 Cour d'appel du Québec 375
 Cour supérieure du Québec 1871
 Cour du Québec 2049
 Instances administratives du Québec 12
 Instances municipales du Québec 1
 Tribunal des droits de la personne 1

Importants à valeur ajoutée

Sélectionner tous les items 3 items sélectionnés (Annuler la sélection) (Visualiser la sélection)

6. **Gendron c. Dubois, 11 février 2019, (C.S.)**
 Indexation : VENTE ; OBLIGATIONS DU VENDEUR ; GARANTIE DE QUALITÉ ; VICE CACHÉ ; RÉOLUTION ; RÉDUCTION DE L'OBLIGATION ; PROCÉDURE CIVILE ; COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX ; POUVOIRS ; POUVOIR DE SANCTIONNER LES ABUS DE LA PROCÉDURE
 Référence(s) : EYB 2019-307404 , 2019 QCCS 458
[Résumé](#) | [Texte intégral - Version française](#) | [Fiche quantum - Vices cachés](#)
 Contexte des résultats :
 ... éd., Montréal, Éditions Yvon Blais, 2017, no 192, p. 261, no 195, p. 267;LANE, B.-É., « Les recours pour vices cachés : revue de certains éléments pratiques souvent moins connus des praticiens » dans Droit immobilier, 5e éd., Collection Blais, vol. 28, Montréal ...

7. **Gahongyire c. Matthews Bardier Auto inc., 31 janvier 2019, (C.Q.)**
 Référence(s) : EYB 2019-307543 , 2019 QCCQ 443
[Texte intégral - Version française](#)
 Contexte des résultats :
 demanderesse en résolution d'un contrat de vente d'un automobile au motif que le véhicule automobile serait affecté de vices cachés ;CONSIDÉRANT les conclusions subsidiaires recherchées par la demanderesse qui requièrent la condamnation au paiement de 2 744,45 \$ en réduction de ...

8. **Ascension École d'escalade c. Automobiles Porsche Canada, 30 janvier 2019, (C.Q.)**
 Référence(s) : EYB 2019-307499 , 2019 QCCQ 389
[Texte intégral - Version française](#)
 Contexte des résultats :
 d'instance (la Demande) contre Automobiles Porsche Canada sée (Porsche) et Qué-Bourg Elle leur titre de fabricant et à titre de concessionnaire vendeur.-Le 23 mars 2017, la Demande est ...

9. **Sxwell USA c. J.L. Freeman, 24 janvier 2019, (C.S.)**

Option de visualiser les documents uniquement cochés dans la liste des résultats via la barre statique

Cochez les résultats voulus et cliquez sur « Visualiser » afin de voir les documents cochés

Références citant

La référence

Vous êtes sur: [La référence](#) > [Recherche avancée: Législation](#) > [Résultats de recherche](#) > Options de téléchargement

Options de téléchargement

Format de fichier

- HTML
- PDF

Taille

- Petite
- Moyenne
- Grande
- Très grande

Options d'affichage

- Afficher les icônes signalétiques
- Inclure les hyperliens actifs
- Afficher les termes recherchés en surbrillance

Inclure

- Texte des références citant (1)

- EYB 2019-307177
- EYB 2019-309945
- EYB 2018-305109

Les références citant (tableau)

Dans les références citant, plus d'options pour télécharger ou imprimer
Liste complète
Possibilité d'inclure la liste complète des décisions cochées au préalable

Numéro de dossier

La référence

Vous êtes sur: [La référence](#) > [Recherche avancée: Jurisprudence](#) [En savoir plus](#) | [Liste des opérateurs](#)

Recherche avancée: Jurisprudence

Étendre la recherche aux documents en consultation à la pièce

Tous les champs

Choisir un opérateur

Indexation

Noms des parties

Instance

Décideur

Référence

Numéro de dossier

Jurisprudence citée

Législation citée

Doctrines citées

Date et

Utiliser le format: JJ/MM/AAAA ou JJMMAAAA

Maintenant possible de rechercher par « numéro de dossier » (Exemple : 31459 pour *Dunsmuir c. Nouveau-Brunswick*)

Mes dossiers

La référence

Mes dossiers | Journal | Alertes | Préférences | Mes abonnements | Aide | Quitter

Vous êtes sur: La référence > Dossiers

Dossiers

Nouveau | Options

Mes dossiers

- Droit
- NCPC
- Quantum - congé
- Respo. civile
- Autres
- Varia
- Quantum - PJ
- RH
- Corbeille

Rechercher dans mes dossiers

Types

- Dossier: 3
- Extrait de document: 1
- Document: 1

Sources

- Doctrine: 1
- Jurisprudence: 1

Mes dossiers

Aucun élément sélectionné.

Titre	Source	Date d'ajout
Droit		08/11/2017
Quantum - PJ		09/01/2018
RH		14/11/2017
Labelling Organizations DE: Desjardins, M.-C. Abréviations et acronymes La certification du commerce équitable depuis une perspective juridique – L'exemple du secteur viticole, Collection Minerve, sous la direction de Jean-Louis Baudouin, M.-C. Desjardins, 2015, 2015 EYB2015M1115	Doctrine (extrait)	05/01/2018
V.E. c. Groupe Ovo, EYB 2017-287363, (2017 QCCS 5382) (Texte intégral - Version française)	Jurisprudence	28/11/2017

Il est maintenant possible de rechercher à travers « Mes dossiers »

Notes de bas de page (PDF)

1-866 – Le Code de procédure civile a ainsi un rôle supplétif (Disposition préliminaire, al. 3).

1. *Montréal (Ville de) c. Vaillancourt*, [1977] 2 R.C.S. 849, [EYB 1976-215714](#).
2. *Richstone Bakeries Inc. c. Commission des relations ouvrières du Québec*, [1963] B.R. 568.
3. *Migneault c. Huot*, [1985] R.D.J. 559 (C.A.).
4. *Arvanitakis c. Nussenbaum*, [2006] R.D.I. 9, [EYB 2006-99803](#) (C.A.).
5. *C. (T.) c. P. (T.)*, [EYB 2006-101948](#) (C.S.).
6. *Montréal (Ville de) c. Vaillancourt*, [1977] 2 R.C.S. 849, [EYB 1976-215714](#); *Grégoire c. Fédération québécoise de la montagne*, [1986] R.D.J. 256, 262, [1986] R.R.A. 174 (C.A.); *Crépalet c. Québec (Ville de)*, [1979] R.P. 11 (C.A.); *Dechêne c. Montreal (City of)*, [1894] A.C. 640, 645 (P.C.).
7. *Learned Enterprises International Canada Inc. c. Lyons*, A.J.Q./P.C. 1999-1306 (C.S.); *Lambert c. Chantecier Hotel Co. (1971) Ltd.*, (1978) R.P. 289 (C.S.); *Tech c. Chatziphotis*, B.E. 98BE-276, [REJB 1998-04408](#), A.J.Q./P.C. 1998-519 (C.Q.).
8. *D.I.M.S. Construction Inc. c. Lafarge Canada Inc.*, [REJB 1998-05605](#), A.J.Q./P.C. 1998-561 (C.S.); *Banque Royale du Canada c. 3021378 Canada Inc.*, A.J.Q./P.C. 1998-797 (C.S.).
9. *Rubin c. Maye*, [1971] C.A. 418.

Éditions Yvon Blais, une société Thomson Reuters.
©Thomson Reuters Canada Limitée. Tous droits réservés.
Page 3

Les audiences des tribunaux et les délais (art. 82-84)
Denis FERLAND et Benoît EMERY
EYB2015PPC28 (approx. 4 pages)

10. *Houle c. Brosseau*, [1984] C.S. 260.
11. *Golt c. MacEachern Brown*, [1985] R.D.J. 551 (C.A.).
12. *Brian Graham & Associates Ltd. c. Anderson*, [1988] R.D.J. 145 (C.A.); *Blais c. Frenette*, [1969] B.R. 198.
13. *Sous-ministre du Revenu du Québec c. Installations électriques G.G.G. Inc.*, [1983] R.L. 553 (C.S.).

Les notes de bas de page dans les PDF seront maintenant tout à la fin du document, au lieu de figurer au bas de chaque page

Rapports collectifs

Améliorations spécifiques à l'outil Rapports collectifs

Champs de recherche

Vous êtes sur: [La référence](#) > Recherche avancée: Rapports collectifs

Sécurité et liberté syndicale ⓘ
 Sous-traitance ⓘ
 Autres

Numéro SA ⓘ Réinitialiser
Employeur ⓘ Réinitialiser
Syndicat ⓘ Réinitialiser
Arbitre ⓘ Réinitialiser
Décision ⓘ

Jurisprudence citée Réinitialiser
Législation citée Réinitialiser
Doctrine citée Réinitialiser

Date (Aucune restriction) ⓘ
 Entre
Utiliser le format: JJ/MM/AAAA ou JJMMAAAA

Tri des résultats: Date

Rechercher Réinitialiser

Champ « Employeur »

Vous êtes sur: [La référence](#) > Recherche avancée: Rapports collectifs

Sécurité et liberté syndicale ⓘ
 Sous-traitance ⓘ
 Autres

Numéro SA ⓘ Réinitialiser
Employeur ⓘ Réinitialiser
Syndicat ⓘ Réinitialiser
Arbitre ⓘ Réinitialiser
Décision ⓘ

Jurisprudence citée Réinitialiser
Législation citée Réinitialiser
Doctrine citée Réinitialiser

Date (Aucune restriction) ⓘ
 Entre
Utiliser le format: JJ/MM/AAAA ou JJMMAAAA

Tri des résultats: Date

Primeurs

Le service Primeur vous permet de recevoir chaque semaine, par courrier électronique, les résumés des décisions et les chroniques et commentaires se rapportant aux domaines de droit que vous avez préalablement sélectionnés. Vous pouvez maintenant recevoir votre primeur pour vos sentences arbitrales

Vous êtes sur: [La référence](#) > Créer vos alertes Primeur.

Créer vos alertes Primeur
Cochez les cases ci-dessous pour sélectionner les sujets que vous désirez inclure dans vos alertes Primeur.
Pour plus de précisions sur le service Primeur, [cliquez ici](#).

Alertes
Primeur
Recherches sauvegardées
Recherches sauvegardées (alerte)

[En savoir plus](#)

Créer votre alerte Primeur sous l'onglet « Alertes »

Résumé SAG

Vous êtes sur: [La référence](#) > [Recherche avancée](#) > [Rapports collectifs](#) > [Résultats de recherche](#) > Document

MONTRÉAL (VILLE DE) et Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal, section 301
23 juillet 2016, Tribunal d'arbitrage
SA 18-07020

SA 18-07020 - RÉSUMÉ SAG
Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal, section locale 301
ARBITRE: Nadeau, Denis
DATE: 2018/07/23
DÉCISION: Orief individuel rejeté

THÈME	SOUS-THÈME
Absences	Absence non autorisée
Convention collective	Annexe, lettre d'entente, entente, interprétation
Mesures disciplinaires ou administratives	Incarcération - Procédure/appréciation—congélement

MOTS-CLÉS: des eaux - Entente de dernière chance à la suite d'une première incarcération - Nouvelle incarcération - Application administrative - Notion de cause valable à l'absence - Défaut du salarié d'entrer en contact avec un représentant patronal

SOMMAIRE: Le salarié était ouvrier des eaux au service de l'employeur depuis juillet 1999. Il s'est absenté du travail sans autorisation et sans justification du 13 octobre au 10 novembre 2015. Pendant cette période, il a été incarcéré à la suite d'une plainte pour violence conjugale à l'égard de sa conjointe. Le 10 novembre, le salarié était congédié une première fois en application de la clause guillemet prévue à la convention collective. Cette clause prévoit la perte des droits d'ancienneté et d'emploi en cas d'absence pendant quatre jours consécutifs sans avis à l'employeur, sauf en cas de motif raisonnable. Il s'agit d'une disposition permettant le congédiement administratif du salarié absent. Le 10 décembre 2015, les parties ont signé une lettre d'entente visant la réintégration du salarié, son congédiement étant remplacé par une suspension de dix semaines. L'entente prévoyait le congédiement du salarié advenant de nouvelles absences sans autorisation et sans motif valable. Or, alors qu'il était en absence du travail pour accident du travail, le salarié a donné un coup de poing à un homme, ce dernier perdant connaissance. Le salarié devait reprendre le travail le 25 mai 2016, mais il a

Pour plus de clarté, nous avons mis un espacement entre les « mots-clés » éditoriaux et le « sommaire »

Impression ou téléchargement

Vous êtes sur: [La référence](#) > [Recherche avancée](#) > [Rapports collectifs](#) > [Résultats de recherche](#) > Options de téléchargement

Options de téléchargement

Format de fichier
 HTML
 PDF

Taille
 Petite
 Moyenne
 Grande
 Très grande
[Rétablir les options par défaut](#)

Options d'affichage
 Afficher les icônes signalétiques
 Inclure les hyperliens actifs
 Afficher les termes recherchés en surbrillance

Inclure aussi
 Les références citées
 L'Historique
 Texte intégral - Version française
 Résumé
 Législation citée
 Jurisprudence citée
 Doctrine citée

[Télécharger](#) [Annuler](#)

Possibilité d'également imprimer ou télécharger la législation ou jurisprudence ou doctrine citées

Avis

Veillez noter que, prochainement, l'accès traditionnel ne sera plus disponible. Nous vous encourageons à utiliser dès maintenant Onepass. Vous pourrez ainsi bénéficier de nombreux avantages (notamment les fonctionnalités notes et surlignage).

Pour commencer l'utilisation de OnePass, contactez-nous dès maintenant :

1 800 363-3047, option 2

lareference@tr.com

Informations requises : nom, code d'accès et adresse courriel

La référence

OnePass

En utilisant OnePass, vous bénéficiez des plus récentes fonctionnalités de La référence. OnePass permet également d'accéder, à l'aide du même code d'utilisateur et mot de passe, à divers produits de Thomson Reuters.

J'utilise déjà Onepass

Pour commencer l'utilisation de OnePass, contactez-nous dès maintenant:

1 800 363-3047, option 2
lareference@tr.com

Informations requises : nom, code d'accès et adresse courriel

OU

Accès traditionnel

Prochainement, l'accès traditionnel ne sera plus disponible. Nous vous encourageons à utiliser dès maintenant Onepass.

Connexion traditionnelle

©Thomson Reuters Canada Limitée. Tous droits réservés.



Pour toute autre question ou pour obtenir de l'aide au sujet des fonctionnalités de La référence, veuillez communiquer avec notre équipe de soutien.

 1 800 363-3047



lareference@tr.com

La référence
